

# **Accommodements raisonnables : symptôme d'une crise religieuse?**

## **Liminaire**

Le point de départ de ce texte, et qu'on prendra comme une évidence, est que le Québec vit actuellement une crise majeure quant à ce qu'on appelle communément les accommodements raisonnables. Cette crise est d'une ampleur inattendue, elle a remué et remue encore les passions comme on l'a peu vu au Québec ces dernières années. À preuve, la commission sur les aîné(e)s qui mène des consultations en même temps que celle sur les accommodements raisonnables, a eu énormément moins de publicités que la seconde. Et pourtant, rien ne laisse voir en quoi les accommodements raisonnables ont une plus grande valeur que nos aîné(e)s. J'irais même jusqu'à penser intuitivement le contraire... Les accommodements raisonnables ont donc touché une de nos cordes les plus sensibles, un trait fondamental de notre imaginaire collectif. D'ailleurs, une des caractéristiques de cette crise est qu'elle s'est propagée à l'ensemble de notre société. On a en effet vu apparaître des fractures qu'on n'avait pas remarquées auparavant et qui la traversent en tout sens : les immigrants contre les Québécois de souche, les régions contre Montréal, les croyants contre les athées...

On constate donc l'existence d'une crise, mais là s'arrête l'accord, car on ne s'entend ni sur ses causes ni sur les moyens de la résorber. Ce bref texte est ma modeste contribution à ce débat.

## Racine de cette crise

Dans cette partie, nous tenterons premièrement de déconstruire deux raisons qu'on avance habituellement pour expliquer la crise actuelle et, deuxièmement, d'en donner une autre qui nous semble plus plausible et qui passe la plupart du temps inaperçue.

On soutient d'abord que les Québécois réagiraient de cette manière parce qu'ils sentiraient le danger de l'intégrisme sur leur territoire. Joseph Facal est un de ceux qui ont le plus clairement mis en garde les Québécois contre cette menace. « La vérité, c'est que plusieurs communautés culturelles sont infiltrées par des fondamentalistes qui se servent des enfants, de notre tolérance naïve et de nos propres lois pour avancer un programme politico-religieux qui, lui, n'a rien de tolérant », écrivait-il dans *Le journal de Québec* du 18 juillet dernier<sup>1</sup>.

Qui vise Monsieur Facal dans son article? On suppose que ce doit être les musulmans, car c'est toujours eux qu'on accuse d'« avancer un programme politico-religieux ». On peut diviser ce programme en deux parties. Le premier est l'intention de détruire l'Occident. Il est toutefois difficile de croire que la majorité des immigrants musulmans nous haïraient au point de vouloir nous détruire. Il est au contraire évident que plusieurs d'entre eux ont justement cherché une terre d'accueil chez nous. Et même si c'était le cas, il faudrait que Monsieur Facal nous explique en quoi une position ferme sur la question des accommodements raisonnables nous protégerait contre une attaque terroriste.

On prétend ensuite qu'ils chercheraient ultimement à établir une théocratie dans les pays occidentaux. Or, qu'on jette un coup d'œil sur le monde, qu'on me montre une seule démocratie occidentale qui soit sur le point de devenir une théocratie islamiste. Aucun pays de

---

<sup>1</sup> Joseph Facal, « Les casques de bain », *Le Journal de Québec*, édition du 18 juillet 2007, p. 14.

l'Europe n'est en train de se transformer en despotisme islamique, alors que c'est la région occidentale où l'on retrouve le plus de musulmans et depuis plus longtemps et qui, contrairement à nous, a vécu un nombre important d'attaques terroristes.

Plus profondément, il me semble évident que le fondamentalisme religieux n'aura jamais de prise sur une société démocratique en santé. Il peut nous faire mal, il peut nous blesser, mais il ne peut nous vaincre. Il est en fait condamné à prospérer dans les marges internes ou externes de nos sociétés. Le seul point où il peut espérer nous vaincre est en nous faisant peur et en nous amenant à nous enfermer dans la passion de la sécurité, qui est comme une maladie naturelle des vieilles démocraties – les intégristes réussissent d'ailleurs sur ce point trop bien. Notre grand ennemi n'est pas à l'extérieur de nous – russe, musulman ou chinois – comme on aime si souvent le croire, mais en nous-mêmes.

Ajoutons enfin que les Québécois n'ont pas réagi seulement aux demandes d'accommodements des musulmans, mais aussi à celle des juifs et des sikhs. On ne peut accuser ces deux derniers d'être des fondamentalistes qui cherchent le renversement de nos sociétés libres. Voilà pourquoi nous rejetons ce premier argument.

La deuxième raison, et de loin la plus souvent invoquée, est que les Québécois verraient leur laïcité menacée par les accommodements raisonnables. Le problème avec la laïcité est que c'est un mot de la même nature que la démocratie, c'est-à-dire qu'on a tous une idée de ce qu'elle est, mais on ne sait jamais vraiment clairement en quoi elle consiste. Il s'agit d'une notion générale, si générale que dès qu'on tente de la définir on se perd dans les idées vagues, simples et indéfinies.

On croit par exemple avoir tout dit en définissant la laïcité comme la séparation complète de la religion et de l'État. L'homme aime les idées simples et générales, qui lui

évitent de trop réfléchir, mais la réalité est souvent plus nuancée, plus complexe qu'il ne le présuppose.

La laïcité est ainsi beaucoup plus belle et claire sur papier. On peut intellectuellement établir une ligne nette de démarcation entre la vie publique et la vie privée, comme d'un trait on peut séparer en deux une feuille blanche. L'individu démocratique a le droit d'avoir une religion, il peut même la pratiquer, mais tout cela doit rester dans son for intérieur et ne jamais venir interférer avec son travail. Est-il possible qu'on puisse être ainsi divisé en deux parts et qu'il n'y ait pas une zone d'ombre où les deux se touchent et se confondent? Par ailleurs, l'athée n'a-t-il pas autant de préjugés que le croyant et que, par conséquent, il est aussi susceptible que lui d'avoir des zones d'ombre où ses croyances interfèrent avec ses fonctions?

Mais une autre raison me semble plus importante. Les quelques accommodements raisonnables qui ont choqué les Québécois sont de bien peu de poids devant le nombre infini de symboles catholiques qui nous entoure. Les gens qui ont osé remettre en question la présence du crucifix à l'Assemblée Nationale n'ont pas poussé assez loin leur logique. On aurait ainsi du remettre en cause la croix du Mont-Royal, le nom des écoles et des collèges du Québec, les croix sur les murs de nos édifices et sur nos chemins, le nom de nos rues (St-Jean, St-Joseph, etc), le nom de nos hôpitaux (Christ Roy, l'Enfant-Jésus, St-Sacrement, Hotel Dieu, St-François d'Assise), le nom de nos villages (où le mot « Saint » revient plus souvent que les autres), nos jours fériés (Pâques, Noël, Action de grâce)... On me répondra qu'il s'agit de traits historiques du Québec. Ce qui n'est vrai qu'en partie, car ils sont autant, sinon plus religieux qu'historiques. Il faudrait donc rappeler aux apôtres de la laïcité primaire les conséquences dangereuses de leur théorie.

C'est pourquoi nous mettons de côté les deux raisons qu'on utilise communément pour expliquer les réactions des Québécois. Elles ont sûrement une part de vérité, mais, à elles seules, elles sont insuffisantes.

L'énigme reste complète, voire encore plus qu'elle ne l'était, car le petit tableau que nous venons d'esquisser laisse apparaître nos réactions comme étant réellement démesurées : quel poids ont un kirpan dans une école, un voile dans une compétition sportive, quelques vitres givrées dans un édifice de Montréal comparativement à la multitude des symboles catholiques du Québec?

On m'accordera sûrement que les accommodements raisonnables ont déclenché en nous des passions irrationnelles. Mais d'où viennent ces passions? Là recommence le doute. Je n'ai pas la prétention d'avoir une réponse définitive à cette question, mais je défendrai dans les prochaines lignes une hypothèse qui mérite qu'on s'y attarde, soit que la crise entourant les accommodements raisonnables est le symptôme d'une crise plus profonde et de nature religieuse que traverserait en ce moment le Québec.

La seule majesté qu'a la religion catholique chez nous est celle des symboles; la grandeur de ceux-ci ne semble servir qu'à mettre en relief le vide qu'ils cachent. Si vous ôtez les symboles, que reste-t-il du catholicisme? Est-il possible de ne pas voir la crise immense que traverse notre Église? Les fidèles se font de plus en plus rares aux célébrations, la pénurie de prêtres est de beaucoup plus criante que celle des médecins, les communautés religieuses se vident inexorablement de ses membres, les églises sont abandonnées, fermées et même détruites. Voilà quelques faits qui sautent aux yeux de tous, mais qui n'attirent l'attention de personne. On garde de Noël les vacances, les cadeaux et la fête familiale, la naissance du Christ, elle, n'est qu'un fait secondaire, voire anodin. On va à la messe de minuit, mais c'est

le centre d'achat qui a notre cœur. Notre société n'est pas seulement devenue laïque, elle est en même temps devenue athée<sup>2</sup>. Le Québec et ses innombrables symboles catholiques sont en train de devenir un codex dont on aura bientôt plus la clé pour les déchiffrer.

En quoi ces remarques nous aident-elles à comprendre la crise entourant les accommodements raisonnables? Voici notre hypothèse : la rencontre avec l'Autre, l'immigrant, celui qui a une religion forte, nous aurait découvert le vide de nos propres croyances, vide que nous sommes tout d'un coup épouvantés de découvrir. L'autre qui a déclenché nos colères aurait par conséquent eu comme effet bénéfique de nous dévoiler à nous-mêmes.

Voilà pourquoi la laïcité est en train de devenir notre nouvelle religion commune. Elle est devenue pour nous un dogme qu'on ne peut pas remettre en question, c'est-à-dire qu'on se doit d'y croire. Ce revirement mérite d'être souligné. La laïcité a d'abord eu comme but de permettre aux différentes croyances d'une société de coexister paisiblement. Elle ne pouvait donc pas être à elle seule la croyance ultime, mais ce qui rendait possibles les croyances. Notre laïcité tend à devenir *la* croyance qui nous définit. Or, si on soulève le voile sacré de notre laïcité, ne peut-on faire autrement qu'être pris de vertige devant le vide qu'elle cache?

## **Tocqueville, le XIXe siècle et le rôle politique de la religion en démocratie**

Tocqueville affirmait dans l'introduction de sa grande œuvre, *De la démocratie en Amérique*, le besoin de concevoir une nouvelle science politique, qui serait adaptée au Nouveau Monde démocratique. Tocqueville a sûrement établi les grandes bases de cette dernière. Or, à la grande surprise du lecteur actuel, Tocqueville donne à la religion une place centrale dans sa nouvelle science politique.

---

<sup>2</sup> Je ne discuterais pas ce point, mais j'entends par athée la sortie complète du catholicisme. Je ne considère donc pas comme étant une foi complète ces religions infinies que les individus se créent aujourd'hui à leur mesure et qui ne valent que pour eux.

Tocqueville remarquera la grande puissance de la religion aux États-Unis. Celle-ci découle sûrement des premiers arrivants, les puritains, mais aussi du fait que les Étatsuniens ont su séparer clairement la religion du politique. En somme, l'Étatsunien est capable à la fois d'user d'une extrême liberté politique et de se soumettre complètement à l'autorité religieuse. Il en tirera le premier principe pour les religions qui veulent survivre dans les temps démocratiques : elles doivent savoir s'adapter à ces derniers, ce qui signifie avant tout qu'elles doivent se tenir loin des débats politiques.

Si Tocqueville ne faisait que cela, il défendrait la laïcité primaire que nous dénonçons dans la première partie de ce texte. Mais Tocqueville dépasse le premier moment de la séparation du temporel et du spirituel, pour annoncer une nouvelle alliance nécessaire entre les deux en démocratie. Évidemment, cette nouvelle alliance se réalisera hors de l'alliance traditionnelle entre l'État et l'Église. Elle prendra cette dernière comme principe et se déploiera en la reconnaissant. La croyance religieuse ne pourra dès lors trouver sa force que dans la société civile ou, plus précisément, dans le cœur des hommes.

Pour Tocqueville, la religion n'est pas seulement possible en démocratie, elle y est *nécessaire*. Cette idée n'est pas une idée secondaire de Tocqueville, mais une des pièces maîtresses de sa nouvelle science politique, qu'on retrouve de l'introduction à la *Démocratie* aux conclusions de *l'Ancien régime et la révolution*, même si presque 20 ans séparent la publication des deux oeuvres. S'il y a une seule chose sur laquelle les sociétés démocratiques devraient être reconnaissantes envers les sociétés aristocratiques, c'est sur l'héritage religieux qu'elles leur ont fait. « Lors donc qu'une religion quelconque a jeté de profondes racines au

sein d'une démocratie, gardez-vous de l'ébranler; mais conservez-la plutôt avec soin comme *le plus précieux héritage* des siècles aristocratiques. »<sup>3</sup>

Cette idée sur le rôle de la religion pour le bon fonctionnement des démocraties n'est pas unique à Tocqueville. On la retrouve aussi chez Chateaubriand par exemple. Qu'est-ce que les hommes du XIXe siècle voyaient de si important dans la religion pour les sociétés modernes? Ils avaient sûrement été marqués par les atrocités qu'un athéisme pur avait commises lors de la Révolution française. Mais la religion était pour eux bien plus qu'une simple barrière aux passions révolutionnaires, elle devait contrebalancer certaines tendances pernicieuses des démocraties stables et prospères. Nous n'oserons pas ici aller plus loin dans ces analyses, nous bornant à constater leur recommandation.

Nous sommes aujourd'hui si loin d'eux sur ce point, qu'il nous ait difficiles de prendre au sérieux leur parole, comme si celle-ci venait d'une époque révolue. Mais sont-ils si éloignés de nous? N'occupent-ils pas plutôt une place spéciale dans l'histoire, se situant à la naissance de nos démocraties et ayant ainsi une perspective sur elles que nous n'avons pas? D'ailleurs, nous recevons très bien les autres analyses de Tocqueville, c'est celle sur la religion qui nous ait le moins accessible. Or, c'est peut-être justement l'étrangeté de leur parole qui doit nous la rendre précieuse. En sommes, ils nous disent de ne pas voir la religion comme un artefact d'un temps passé et encombrant, mais plutôt comme *richesse*. Ce constat a d'autant plus d'importance pour nous que notre société tend clairement, voire irréversiblement dans la direction opposée.

---

<sup>3</sup> *De la démocratie en Amérique, tome 2, partie 2, chapitre 15.*

## Conclusion

Quand nous parlons des accommodements raisonnables, nous faisons une faute langagière, car il y a différents types d'accommodements : on peut en faire par exemple pour des raisons de handicaps physiques, d'appartenance à une minorité visible, de sexe et d'âge. Or, il est frappant de constater que tous ces accommodements ne nous dérangent aucunement – ce qui n'a cependant pas toujours été le cas. Ce sont donc clairement ceux à caractère religieux qui soulèvent nos passions. C'est pourquoi il nous semble important d'affirmer que la crise que nous traversons aujourd'hui est avant tout de nature *religieuse*.

Je suis prêt à concéder que certains accommodements sont déraisonnables, mais cela ne m'empêche pas de constater que les réactions qui les ont suivis sont autant, sinon plus déraisonnables. Il y a en effet une disproportion étonnante entre la cause et l'effet. De plus, je ne peux croire qu'il n'y ait, d'une part, certains accommodements qui soient raisonnables et, de l'autre, que l'âge, le sexe ou les handicaps physiques ne mènent pas eux aussi à des accommodements déraisonnables.

On aura beau faire les systèmes les plus parfaits, clarifier les théories et les principes, il y aura toujours un moment où ceux-ci doivent être relativisés et adaptés à certains faits particuliers. En d'autres mots, il faudra toujours à un moment ou à un autre s'en remettre au jugement des individus, car il n'y a qu'eux qui peuvent établir ce qui est raisonnable et déraisonnable.

Mais ce qui apparaît quant aux réactions entourant les accommodements raisonnables à caractère religieux, c'est tout simplement que ne devrait y en avoir *aucun*. Nous serions donc infiniment éloignés d'une perspective toquevillienne, qui fait de la religion un élément d'une immense valeur pour une société démocratique et qui, par conséquent, exigerait sûrement

quelques adaptations de nos mœurs et de nos institutions pour sa survivance. On est prêt à considérer l'eau, les entreprises pharmaceutiques, l'électricité, la culture, l'aéronautique comme une richesse, mais pas la religion, qui nous apparaît plutôt sous la figure d'une menace.

Pourquoi les Québécois ont-ils cette hypersensibilité à toute apparition de la religion dans la sphère publique? Peut-être que l'histoire récente du Québec est ce qui permet le mieux d'expliquer cette situation. Si la Modernité se définit entre autres par la séparation du temporel et du spirituel, le Québec y serait entré symboliquement en 1960 lors de la révolution tranquille, ce qui est assez récent comparativement à d'autres pays occidentaux. Il est dans ce cas plus que probable que nous soyons encore en train de vivre les secousses de notre révolution sociale et de nous adapter au monde nouveau. Tocqueville remarquait et déplorait la guerre que les hommes religieux et les défenseurs de la liberté se livraient à son époque – soit presque 50 ans après la Révolution française. Il expliquait cette situation comme étant essentiellement postrévolutionnaire. Quand une société fait l'effort inouï de sortir la religion de la politique, les haines que la lutte a fait naître lui survivent encore longtemps après la victoire. Une majorité de Québécois voit encore en la religion – sous toutes ses formes – l'ennemi qu'ils ont combattu pour gagner leur liberté.

La religion est pourtant si faible au Québec qu'on a l'impression qu'elle s'effondrera à chaque secousse. La génération qui remplit encore nos églises est sur le point de disparaître. Il n'y a que chez les immigrants qu'on peut retrouver une foi forte. Mais n'est-ce pas de la paranoïa de croire qu'une majorité de ceux-ci rêvent de renverser notre ordre social? J'ai donc la ferme impression que les Québécois combattent un fantôme. On se doit dès lors de leur faire remarquer que la guerre a été gagnée, que le ou les obscurantismes qui nous menacent aujourd'hui sont d'une autre nature que ceux qu'ils ont connus dans leur jeunesse.

Enfin, qu'est-ce que je propose pour régler cette crise? Si la nature de la crise comme je le soutiens est de nature religieuse, il y a très peu qu'on peut faire. L'État ne doit en aucune circonstance intervenir dans ce débat, car un État démocratique n'a pas comme rôle de dire aux citoyens ce qu'ils doivent croire et ne pas croire. Notre fonction se limite donc à exposer le problème, ce sera à la société civile à trouver ses solutions.

Or, au-delà du problème religieux que j'ai tenté de faire ressortir, c'est la fracturation de la société québécoise qui apparaît et qui doit nous préoccuper avant tout. On a été témoin ces derniers temps des échanges entre des dogmatistes religieux et des dogmatistes laïques, c'est-à-dire qu'on a assisté à un *dialogue de sourds*. On parle beaucoup, mais on ne s'écoute pas. On sait débattre, mais on ignore comment dialoguer. Ce n'est qu'en doutant un peu de ses croyances qu'on peut rencontrer l'Autre, celui qui nous ait différent – ce qui n'est aucunement nécessaire avec celui qui nous renvoie notre propre image, comme un miroir. Il faudrait dans ce cas tourner nos regards en aval, vers ceux qui nous succéderont, et mettre en germe dans les générations futures ce que nous sommes si peu capables de faire, à savoir dialoguer et, ce qui est son corollaire, l'apprentissage du respect à la différence. En somme, il est temps d'intensifier l'éducation démocratique des enfants.